

Sport et Résistance, *SPORT LIBRE*, Réseau et journal

Résumé d'un article paru dans *Le Journal de la Résistance* N° 1297-1298-1299/ octobre-novembre-décembre 2015 dans la rubrique *MOUVEMENTS et RÉSEAUX*

1936 : Jeux olympiques et Olympiade

En 1931, le Comité International Olympique attribue l'organisation des Jeux de 1936 à Berlin. Mais si en 1931, l'Allemagne est encore la *République de Weimar*, depuis 1933, elle est devenue le 3^{ème} Reich avec Hitler à sa tête et déjà en 1933 les premiers camps de concentration pour les opposants et une violente propagande antisémite.

Dans les milieux sportifs (surtout les associations sportives ouvrières) et dans le monde politique des appels, soit au boycott, soit à l'annulation de ces jeux se font entendre.

On sait qu'aux jeux d'hiver de février 1936, deux sportifs allemands ont été condamnés à la réclusion perpétuelle pour avoir dit que la « liberté sportive n'existait pas chez eux » et que dès 1933, de grands sportifs allemands ont été exclus de leurs fédérations parce que juif ou tsigane. Un *Comité d'action contre le déroulement des Jeux olympiques à Berlin* fait campagne dans plusieurs pays, et en France, ce sont les associations sportives ouvrières et les immigrés allemands antinazis qui se mobilisent.

De cette lutte, va naître le projet d'une *Olympiade antifasciste* porté par deux fédérations sportives ouvrières internationales, l'*Internationale Sportive Ouvrière Socialiste* et l'*Internationale Rouge Sportive* (liée à l'*Internationale communiste*) sur une position claire : « Les Jeux olympiques de Berlin ont le but de propager l'esprit du national-socialisme, de l'esclavage, de la guerre et de la haine raciale. L'Olympiade populaire de Barcelone, au contraire, veut défendre le véritable esprit olympique qui reconnaît l'égalité des races et des peuples et estime que la paix est la meilleure garantie de l'éducation saine des sportifs et de la jeunesse de toutes les nations »

Prévue à Barcelone, le 19 juillet 1936, avec 18 Etats représentés plus des nationalités sans Etat (Alsace- Lorraine, Catalogne, Pays Basque, Galice) ou de pays coloniaux (Algérie, Maroc français et espagnol) et 2 délégations juives (Palestine et émigrés), l'*Olympiade* est annulée car le 17 juillet, l'insurrection menée par Franco commence dans le Maroc espagnol et gagne très vite toute l'Espagne. 4000 sportifs d'Espagne et 2000 de l'étranger dont 1200 Français sont témoins des premiers affrontements. Les sportifs et visiteurs étrangers seront rapatriés par bateau spécial ; mais quelques uns vont rester et prendre part au combat : ils seront les premiers combattants internationalistes aux côtés des Républicains espagnols

Et, les Jeux de Berlin seront maintenus et ouvriront le 1er août 1936 avec la participation de 49 pays dont la France avec 201 athlètes...

Le sport ouvrier français

Dès la fin du 19^{ème} siècle, le mouvement ouvrier s'est développé en Europe sur les plans politique, syndical, sportif et de l'éducation populaire. En France, la *Fédération sportive et Athlétique Socialiste (FSAS)* fondée en 1908 côtoie la *Fédération Gymnastique et sportive des Patronages de France (FGSPF)* et l'*Union des sociétés Françaises de Sport Athlétique* (laïque). En 1919, la FSAS change de

nom ; elle devient la *Fédération Sportive du Travail (FST)* et adhère à l'*Internationale Sportive Ouvrière Socialiste (ISOS)*. Puis en 1923, à la toute nouvelle *Internationale Rouge Sportive (IRS)*. Une scission se produit alors, qui donne naissance à l'*Union des Sociétés Sportives et Gymniques du Travail (USSGT)* ; la menace fasciste réunira les sœurs rivales peu après le *Rassemblement international des sportifs contre le fascisme et la guerre* qui se tient à Paris le 19 août 1934 : les deux fédérations se réunissent lors d'un congrès commun tenu les 23 et 24 décembre 1934 sous le nom de *Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT)*.

La FSGT va intégrer le *Rassemblement populaire contre le fascisme, pour le Pain, la Paix et la Liberté* et soutenir, après mai 1936, la politique sportive de Léo Lagrange, secrétaire d'état aux sports et aux loisirs du Gouvernement de Front populaire.

1939 va diviser le mouvement ouvrier et avec la déchéance des élus communistes, une « épuration » va se faire au sein de la *FSGT* comme ailleurs : sa direction, jusque là partagée entre socialistes et communistes ne comprend plus que des socialistes.

Résistance et *SPORT LIBRE*

Le régime pétainiste accorde une grande importance au sport comme moyen d'encadrement de la jeunesse censé « régénérer » la France... C'est Jean Borotra, plus connu en tant que champion de tennis, qui devient le 13 juillet 1940, le ministre ad hoc de Pétain. Un champion de rugby lui succèdera le 18 avril 1942.

Mais dès les premiers mois de l'occupation, les clubs sportifs officiels servent de couverture aux Résistants qui commencent à s'organiser. Auguste Deleane, un des 2 secrétaires généraux de la *FSGT*, en est évincé en 1939, puis arrêté comme communiste le 6 octobre 1940 et interné dans plusieurs prisons ; il s'évade le 21 décembre 1941 et entre dans la clandestinité ; il organise avec Robert Mension, secrétaire de la *FSGT* jusqu'aux exclusions de 1939, un réseau regroupant des militants de la *FSGT* (et d'autres) sous le nom de *SPORT LIBRE*, le nom du journal clandestin qu'il publie. A partir de 1943, ce réseau *SPORT LIBRE* sera affilié au *Front Uni de la Jeunesse Patriotique*. *SPORT LIBRE* va dénoncer la collaboration de la *FSGT* avec le régime de Vichy et les discriminations qui frappent les sportifs juifs dont plusieurs sont déportés à Auschwitz. D'autres sportifs juifs s'engagent dans la Résistance.

A la Libération

SPORT LIBRE va libérer par les armes le siège de la *FSGT* ; les dirigeants collaborationnistes seront remplacés. Le journal cesse de paraître et laisse la place à deux publications issues, elles aussi, de la Résistance : le quotidien *Sports* et l'hebdomadaire *Miroir Sprint*.

Avec *Ce Soir*, hebdomadaire communiste, ils organisent les *Boucles de la Seine* en 1945, puis la *Ronde de France* en 1946 : ce sont les premières tentatives de ressusciter le *Tour de France* qui, de fait, reprend en 1947, sous la houlette d'un journal interdit à la Libération, *L'Auto*.